



L'OCDE dépeint une image sombre de l'économie mondiale

Par [Peter Symonds](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2009

[WSWS](#) 8 avril 2009

La veille du sommet du G20 à Londres, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a publié des prévisions moroses pour l'économie mondiale, en corrigeant vers le bas les prévisions plus optimistes faites par les gouvernements de par le monde.

Le rapport intérimaire de l'OCDE prévoit une contraction générale de 2,75 pour cent de l'économie mondiale en 2009, un chiffre sensiblement plus élevé que celui des récentes prévisions de 0,5 à 1 pour cent du FMI et de celui du dernier pronostic négatif de 1,7 pour cent de la Banque mondiale. Pour les 30 pays industrialisés membres de l'OCDE, la contraction est même encore plus importante, 4,3 pour cent en 2009.

« Les économies de l'OCDE se trouvent dans une récession la plus profonde et la plus généralisée depuis plus de 50 ans », dit le rapport. « La production a diminué dans presque tous les pays de l'OCDE au cours des six derniers mois et, comme l'activité accuse un vif ralentissement dans les pays non membres, la croissance mondiale est devenue négative. »

Tout comme d'autres pronostiqueurs, l'OCDE prédit une reprise en 2010 fondée sur la supposition que la récession suivrait le schéma habituel. Mais le rapport prévoit que l'incertitude de ses propres hypothèses est exceptionnellement grande et les « risques restent nettement orientés à la baisse ». Les auteurs indiquent notamment le danger d'une spirale continue vers le bas étant donné que la faible économie réelle mine les institutions financières et qui à leur tour réduisent le crédit en contribuant à ralentir davantage l'activité économique.

Toutes les principales économies sont tirées vers l'abîme. L'OCDE prédit que l'économie américaine se contractera de 4 pour cent en 2009, ce qui est bien pire que le déclin de 1,2 pour cent sur lequel le gouvernement Obama a fondé ses projets budgétaires. Le rapport prévoit un accroissement à 10,5 pour cent du chômage aux Etats-Unis d'ici la fin de l'année prochaine, à comparer aux 8,1 pour cent de février.

La zone euro dans son ensemble est censée se contracter de 4,1 pour cent en 2009, et la première économie, celle de l'Allemagne, étant parmi les plus fortement touchées. Le rapport prévoit une contraction de 5,3 pour cent en Allemagne, le double des prévisions négatives de 2,25 pour cent, avec un taux de chômage de près de 12 pour cent d'ici la fin 2010.

Les prévisions pour la Grande-Bretagne, la France et l'Italie sont bien sombres, avec des

résultats négatifs de 3,7 pour cent, 3,3 pour cent et 4,3 pour cent respectivement. En soulignant les tensions politiques sous-jacentes, le premier ministre italien Silvio Berlusconi a réagi à la nouvelle en accusant l'OCDE d'attiser « un climat imprégné de peur » et en exigeant qu'elle se taise. Il s'est plaint : « D'abord, ils ne l'ont pas vu venir, maintenant ils formulent de nouvelles prédictions tous les deux jours. »

L'OCDE prévoit un recul massif du commerce mondial de 13,2 pour cent en 2009, soit plus fort que celui des prévisions négatives de 9 pour cent de la semaine dernière de l'Organisation mondiale du commerce (Voir [L'OMC prévoit une chute brutale du commerce mondial](#)). Le rapport note : « Au cours du dernier trimestre de 2008 et du premier trimestre 2009, le commerce mondial s'est contracté de plus de 20 pour cent en moyenne en rythme annuel, recul sans précédent depuis quatre décennies. Dans toutes les régions, la production industrielle a été particulièrement touchée par ce repli du fait de sa plus forte intégration dans les échanges mondiaux. »

Tout comme l'Allemagne, le Japon est fortement tributaire des exportations et a été sévèrement touché par le déclin de la demande mondiale. Les prévisions de l'OCDE pour l'économie japonaise en 2009 font état d'une contraction de 6,6 pour cent avec une hausse du taux de chômage dépassant les 5,5 pour cent. Toutes les statistiques japonaises officielles confirment une forte récession économique. Les données publiées lundi par le gouvernement révèlent un recul de 9,4 pour cent de la production industrielle en février, après une chute record de 10,2 pour cent en janvier.

Les prévisions de l'OCDE pour la Chine et l'Inde sont un ralentissement économique plus fort, avec des taux de croissance de 6,3 et 4,3 pour cent respectivement, soit environ la moitié du niveau de 2007. Un rapport issu hier par une Banque asiatique de développement (ADB) confirme que les économies dépendantes des exportations de l'Asie en développement (c'est-à-dire à l'exclusion du Japon) continueraient de ralentir pour atteindre une croissance de 3,6 pour cent, une chute de 6,6 pour cent par rapport à l'année dernière et de 10,4 pour cent en 2007. La Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande devraient, d'après les prévisions, tous se trouver en récession en 2009.

Lundi, lors du « sommet social » de Rome, le secrétaire de l'OCDE, Angel Gurría, a mis en garde contre une « crise sociale à part entière, aux effets dramatiques sur les travailleurs vulnérables et les ménages à faible revenu » à moins que les gouvernements « interviennent rapidement et efficacement » pour intensifier les programmes sociaux. Il a prédit que le chômage pourrait atteindre 25 millions de personnes dans les pays de l'OCDE pour atteindre 10 pour cent en 2010, soit l'augmentation du chômage la plus forte et la plus rapide de l'après-guerre.

Ce ne sont pas les promesses en l'air qui ont manqué à cette réunion des ministres du Travail de Rome. John Evans, membre de la commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, a regretté le fait que le G20 était dominé par les ministres des Finances en déplorant ne pas avoir de voix au chapitre. Il a mis en garde contre une « situation très dangereuse » découlant des suppressions massives d'emplois en déclarant que cette « situation lamentable » devait figurer au premier plan du sommet du G20 de Londres.

Le premier ministre italien Berlusconi a dit aux médias, « l'Etat ne peut pas ignorer le bien-être des travailleurs » en promettant que « personne ne serait laissé derrière ». Il a promis que l'Italie ferait pression au sommet du G20 pour « la signature d'un pacte social capable de transformer le pessimisme en optimisme, la méfiance en confiance et la peur en espoir ».

Tout comme l'appel de la Banque mondiale au G20 de prêter attention aux pays les plus pauvres du monde, ces promesses en l'air concernant l'aide aux chômeurs s'évaporeront dès que les dirigeants des gouvernements se rassembleront jeudi pour marchander sur quelles mesures communes ils pourraient se mettre d'accord, si toutefois il y en a.

Il existe d'ores et déjà de profondes divergences entre les Etats-Unis et l'Europe. Les Etats-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne, insistent pour que les gouvernements de l'Europe accroissent les dépenses pour la relance, une proposition qui a été catégoriquement refusée notamment par l'Allemagne. Les dirigeants européens d'autre part, réclament une plus grande régulation financière internationale et qui a été rejetée par Washington.

Hier, le premier ministre japonais, Taro Aso, s'est immiscé dans le débat. Dans des commentaires faits au *Financial Times*, il a rejeté les avertissements de la chancelière allemande, Angela Merkel, concernant les risques encourus par une dépense publique excessive pour les plans de relance de l'économie. Rappelant l'expérience faite par le Japon durant la décennie de stagnation économique durant les années 1990, il a dit : « Nous savons ce qui est nécessaire, alors que les Etats-Unis et les pays européens sont peut-être confrontés pour la première fois à ce genre de situation. »

Avec la réunion du G20 profondément divisée qui s'annonce comme un échec, le président français, Nicolas Sarkozy a laissé entendre qu'il partirait si des « résultats concrets » n'étaient pas obtenus. Les conseillers présidentiels ont dit aux médias que Sarkozy avait déclaré lors d'une récente réunion ministérielle : « Si ça n'avance pas à Londres, ce sera la chaise vide. Je me lèverai et je partirai. »

Alors que l'attitude de Sarkozy est à prendre avec des pincettes, ses commentaires soulignent la crainte réelle qui règne parmi les dirigeants du G20 quant aux conséquences économiques, sociales et politiques qu'entraînerait un sommet dont il ne sortirait que des platitudes. Dans le même temps, aucune des principales puissances n'est prête à faire la moindre concession à ses rivales et qui affecterait ses propres intérêts économiques, ce qui rend quasiment impossible tout accord effectif.

Article original anglais, WSWS, paru le 1er avril 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Peter Symonds](#), [WSWS](#), 2009

Articles Par : [Peter Symonds](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca